



ccig.ch



La voix des entreprises genevoises depuis 1865

GENÈVE ÉCONOMIE



Février 2025
No 1



TRANSMETTEZ VOTRE ENTREPRISE COMME VOUS L'AVEZ BÂTIE, AVEC SOIN!

N°1 en Suisse
2000 produits

20 agences
1000 transactions/an

Tél. 022 700 22 22
pme@remicom.com

REMI(COM)

TRANSMISSION D'ENTREPRISES

www.remicom.com

ÉDITORIAL



Héritage et innovation: 160 ans d'engagement pour notre économie

LAURENCE DE LA SERNA
Présidente

En cette année 2025, alors que la CCIG célèbre ses 160 ans d'existence, je ne peux m'empêcher d'être saisie par la force de l'héritage qui nous a été transmis. Depuis 1865, notre Chambre œuvre inlassablement pour soutenir, défendre et promouvoir les entreprises genevoises. Cette mission, aussi essentielle aujourd'hui qu'à nos débuts, continue de guider chacune de nos actions.

LA CHAMBRE ET L'ÉCONOMIE

Notre histoire est intimement liée à celle de Genève et de son développement économique. De l'essor de l'horlogerie et de l'industrie au XIX^e siècle à l'émergence des technologies blockchain et de l'intelligence artificielle, en passant par le développement du commerce international et de la place financière, les archives de la CCIG témoignent de notre engagement constant auprès du secteur privé.

Aujourd'hui, à l'heure où la digitalisation transforme profondément nos modèles d'affaires, où la durabilité devient un impératif économique, et où l'innovation technologique redessine nos façons de travailler, la CCIG évolue tout en restant fidèle à ses valeurs fondatrices. Ainsi, notre rôle de porte-parole de l'économie privée auprès des instances politiques n'a jamais été aussi crucial.

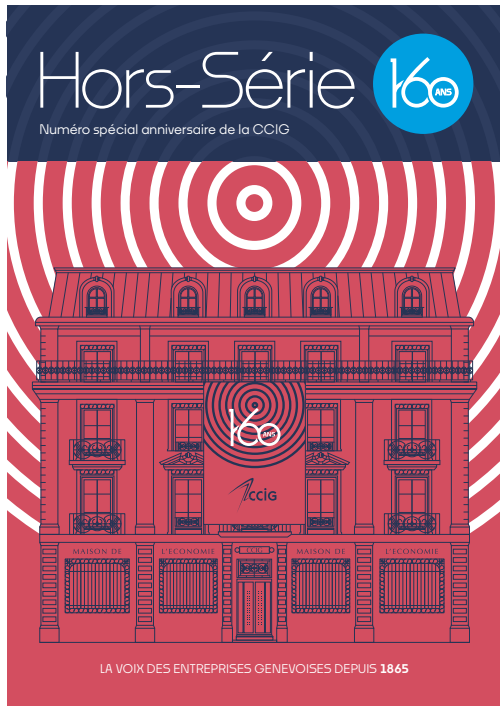
La force de la CCIG réside dans sa capacité à conjuguer tradition et innovation, à maintenir un dialogue constructif avec les autorités tout en portant une vision audacieuse pour notre économie. Nos 2 600 Membres représentent cette diversité qui fait la richesse du tissu économique genevois: des start-up aux entreprises familiales centenaires, des artisans aux multinationales.

AUX 160 PROCHAINES ANNÉES!

En cette année-anniversaire, je tiens à saluer tous ceux qui, depuis 160 ans, ont construit et fait vivre notre institution. Leur engagement a permis à la CCIG de traverser les époques en restant pertinente et dynamique. C'est avec la même détermination que nous continuerons à défendre les intérêts de nos Membres et à promouvoir une économie genevoise prospère et innovante.

Publié en janvier pour marquer l'entrée dans cette année-anniversaire, notre Hors-Série permet de découvrir notre histoire, nos ambitions pour l'avenir et la constellation des services et avantages dont bénéficient nos Membres. Une bonne occasion de le devenir, non ?

L'avenir nous réserve sans doute son lot de défis. Mais je suis convaincue que, forte de son passé et résolument tournée vers l'avenir, la CCIG – dont vous êtes les acteurs – saura les relever avec succès, comme elle le fait depuis 1865. ■



« Le passé est la lampe qui éclaire l'avenir »

Victor Hugo, Les Contemplations

SOMMAIRE

LA CHAMBRE

Le département Politique change de nom pour devenir « Promotion et soutien à l'économie ». **Mohamed Atiek**, son directeur fraîchement nommé, détaille les raisons qui ont poussé à cette évolution et l'avenir de ce « nouveau » département. ► **P. 2**

ÉVÈNEMENT

Avec plus de 27 000 bénéficiaires de l'aide sociale en 2024 à Genève, dont un tiers d'enfants et d'adolescents, il est urgent d'agir. Conseiller d'État chargé du DCS, **Thierry Apothéloz** était à la Chambre pour inciter à renforcer la collaboration État-entreprises pour une société solidaire. ► **P. 4**

INTERNATIONAL

Du 21 au 29 janvier dernier, la 55^e édition du World Economic Forum a réuni à Davos le gratin économique mondial. L'occasion pour la CCIG de jouer son rôle de courroie de transmission entre le local et l'international, et de carrefour entre la politique et l'économie, tout en promouvant ses Membres présents à Davos. ► **P. 8**



INTERNATIONAL
INSTITUTE
IN GENEVA

START YOUR INTERNATIONAL
CAREER IN GENEVA

DOUBLE DEGREE
with UK University and Boston University (USA)

BACHELOR AND MASTER
PROGRAMS IN:

- International Management
- International Relations and Diplomacy
- Digital Media
- Business Analytics
- Computer Science

IIG.CH in YouTube Instagram Facebook



Nouvelle nomination à la direction de la CCIG

La CCIG a le plaisir d'annoncer la nomination de **Romain Duriez** au poste de directeur opérationnel et directeur général adjoint, à compter du 1^{er} janvier 2025. Nous l'avons interrogé sur les missions qu'il compte mener à bien.

VOUS VENEZ DE PRENDRE VOS FONCTIONS À LA CCIG, QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR L'INSTITUTION ?

La CCIG est un des acteurs essentiels de l'économie à Genève, car elle porte véritablement la voix des entreprises avec une triple mission : défendre et promouvoir des conditions cadre favorables à l'économie ; faire vivre au quotidien les connexions entre les entreprises de notre territoire en offrant un large panel d'événements, plus de 120 par année, et en mettant à la disposition de nos Membres des informations pratiques, utiles et de qualité ; offrir des services variés, notamment dans le cadre de l'internationalisation des entreprises, avec plus de 40 000 prestations délivrées annuellement par nos équipes.

QUELS SONT VOS DÉFIS POUR LES MOIS À VENIR ?

J'identifie trois leviers d'action pour intensifier encore notre impact. Tout d'abord, renforcer l'interconnectivité entre multinationales, organisations internationales et entreprises locales pour faciliter et accélérer les collaborations. En tant qu'acteur de référence au cœur

© GMEZ



de l'économie, la CCIG a un vrai rôle à jouer sur ce terrain. Ensuite, promouvoir Genève comme place d'investissement en s'appuyant sur notre réseau privilégié de relais diplomatiques et de chambres de

gères, avec l'objectif de créer des emplois à forte valeur ajoutée tout en intégrant l'innovation et la durabilité dans la typologie d'acteurs que nous voulons voir sur notre territoire. Enfin, notre large réseau de plus de 2 600 entreprises membres constitue un ensemble hétéroclite qu'il nous faut connaître et servir de manière ciblée. Cela renforcera notre capacité à fournir des services adaptés aux besoins de l'écosystème et à maximiser notre impact auprès de nos différentes parties prenantes : Membres, clients, partenaires, décideurs politiques et institutionnels, pour et avec lesquels nous agissons au quotidien. ■

Rencontre des Dirigeants de Suisse Latine (RDLS) à Lausanne



Le 20 janvier dernier, comme chaque année, la Chambre a réuni avec ses confrères des Chambres latines (CLCI) une centaine de dirigeants d'entreprise pour les traditionnelles Rencontre des Dirigeants de Suisse Latine, dans le magnifique cadre du Beau-Rivage de Lausanne. Un grand merci à la CVCi pour la très belle organisation de l'événement ! ■

De g. à dr. : Anne-Sophie Dunand-Blaesi, présidente du Jury des Grands Prix de l'économie, Vincent Subilia, directeur général de la CCIG, Laurence de la Serna, présidente du Comité CCIG, Cyril Kharoua et Raphael Asseo, membres du Cercle.

De « Politique » à « Promotion et soutien à l'économie »

Directeur fraîchement nommé, **Mohamed Atiek** revient sur les raisons qui ont poussé le département Politique de la CCIG à changer d'appellation. Et qui dit changement de nom dit aussi évolution dans les missions du « nouveau » département.

POURQUOI AVOIR CHANGÉ D'APPELLATION ?

Cela reflète notre volonté d'adopter une approche plus cohérente et claire dans notre mission. Il était important de rappeler aux membres de la CCIG que la notion de promotion correspond à la mise en avant de l'économie genevoise vers l'extérieur. Quant au soutien, il renvoie à nos activités d'appui à l'économie, à l'instar de nos efforts déployés durant la période de COVID. Ce nouveau nom traduit mieux notre rôle de courroie de transmission entre les entreprises, l'opinion publique et les autorités, en mettant l'accent sur le soutien concret et la valorisation de l'économie locale.

QU'EST-CE QUI VA CHANGER À L'AVENIR ?

Le département sera organisé autour de trois pôles principaux :

- un pôle Soutien à l'économie, qui vise à défendre des conditions cadre favorables aux entreprises genevoises, à travers des actions ciblées et des collaborations avec les partenaires économiques et politiques ;
- un pôle Études et analyses, dont l'objectif est de produire des données solides et des études économiques pour renforcer nos positions dans la défense des intérêts des entreprises ;
- un pôle Juridique, qui ambitionne de promouvoir la désignation d'experts de notre service.

Cette nouvelle organisation nous permettra d'agir de manière plus efficace et concrète pour répondre aux besoins des entreprises.

QUELLE EST LA STRATÉGIE DU DÉPARTEMENT NOUVELLE FORMULE ?

Elle s'attache à renforcer son positionnement en tant que véritable service dédié aux Membres, aux Partenaires, aux entreprises et à l'économie genevoise dans son ensemble. Cela passe par plusieurs axes prioritaires :

- mieux faire connaître les activités du département et leur utilité auprès des différents acteurs économiques, en s'appuyant sur une communication plus ciblée ;
- refléter, à travers ce nouveau nom, une ambition de clarté et de cohérence dans le rôle et les missions du département ;
- influencer positivement les conditions cadre de l'économie genevoise et la défense de ses intérêts à travers le développement d'une stratégie de lobbying proactive.

UN RECRUTEMENT EST-IL À L'ORDRE DU JOUR ?

Oui, pour accompagner cette évolution, nous allons compléter l'équipe avec une personne dédiée au pôle Études et analyses. Cette personne travaillera sous la supervision de Mario Marchesini, qui assumera également le rôle d'adjoint du département. Ce recrutement reflète notre volonté de renforcer nos capacités en matière de recherche et de fournir des données fiables pour étayer nos actions. ■

Vous connaissez sûrement, au sein de votre réseau, des partenaires qui seraient intéressés par **GENÈVE ÉCONOMIE**, le nouveau magazine que vous tenez entre les mains.

Et si vous leur en faisiez la promotion à l'occasion des 160 ans de la CCIG ?

Merci de votre fidélité et de votre influence.

Pour s'abonner :

publications@ccig.ch

Partagez-le autour de vous !



quartet

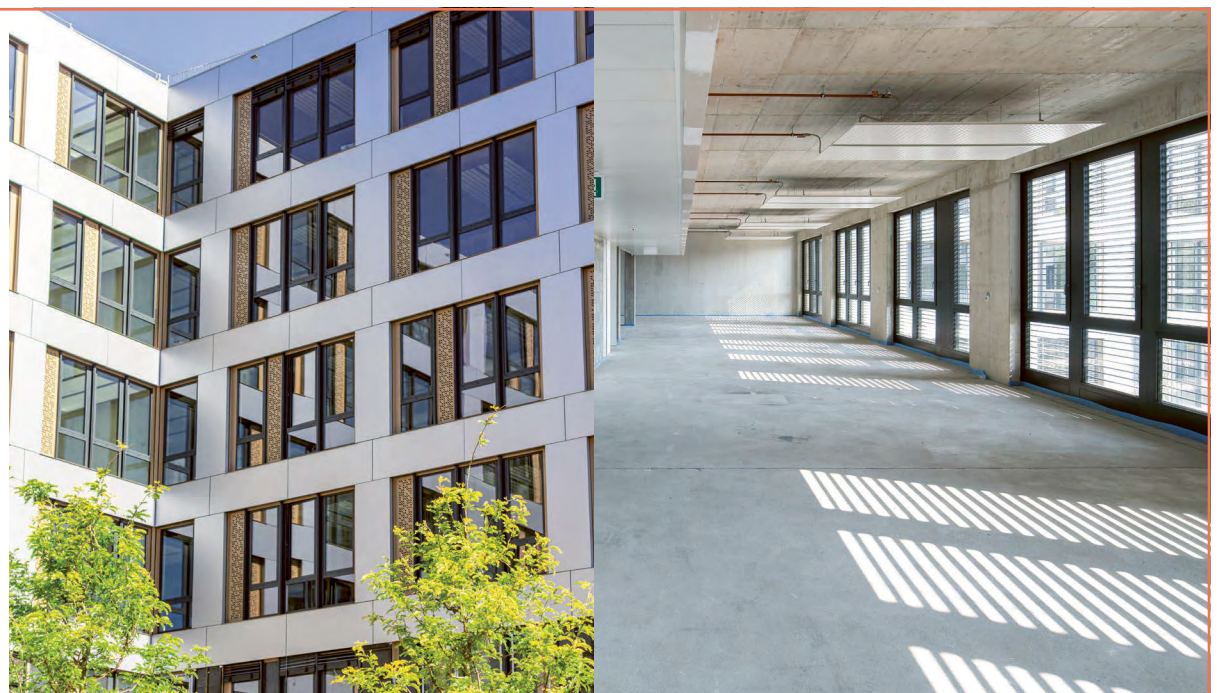
Le lieu de votre prochaine success story à Genève

- Ateliers artisanaux et industriels de 140 à 6'000 m²
- Campus mixte avec spacieuses cours arborées
- Hôtel, fitness, école et autres services
- Desserte logistique de plain-pied
- Monte-charges de 4T
- Situé dans le quartier des Charmilles
- Dès CHF 200.-/m²/an
- Disponibilité immédiate

quartet.ch

Commercialisation par **spg partner sa**

Dimitri Cogne | 079 563 20 98 | dco@spgpartner.ch



COMMUNAUTÉS

De nouveaux Membres à la Chambre

Nous souhaitons la bienvenue à nos nouveaux Membres, admis depuis le mois de décembre 2024, dont voici une liste non exhaustive.



- Coaching
ALEXANDRE J. BARDET COACHING
MARTIN PERRIER COACHING
- Communication
LUXURY SIGNS sàrl
- Conseil
ATZ CONSULTING
BB SWITZERLAND sàrl
CARBONE ZERO COMPANY SA
NEUSITZ.CH sàrl
WATALUX SA

- Conseil en logiciels
PHOENIX BUSINESS CONSULTING EUROPE
- Construction
GENILEC sàrl
- Finance et assurances
BANQUE RAIFFEISEN VILLES ET VIGNOBLES
- Hôtellerie-restauration
MMF FASSBIND HOTELS SA
NONANTENEUF MANAGEMENT II sàrl
- Immobilier
J'M IMMO sàrl
- Pâtisserie artisanale
MAISON GALATÀ sàrl
- Informatique
ALTERN8 SA
- Prothèses
ATP SUPPLY sàrl
- Recrutement
ADSEARCH SWITZERLAND SA

INTERNATIONAL

Échanges internationaux : le rôle-clé de l'AELE



Dans le contexte mondial actuel, où les politiques industrielles et la relocalisation sont en plein essor, la capacité de l'Association européenne de libre-échange (AELE) à tisser des liens dans le réseau commercial mondial est essentielle, et cela notamment en raison des économies ouvertes, petites et moyennes, des États de l'AELE, à savoir l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse. Entretien avec [Markus Schlagenhof](#), secrétaire général adjoint de l'association et ancien ambassadeur.

QU'EST-CE QU'UN ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE (ALE) ?
C'est un contrat sophistiqué entre deux ou plus visant à améliorer l'accès au marché et à offrir une certitude juridique aux entreprises et aux investisseurs. L'expression « accord de libre-échange » est en réalité trompeuse, car aucun accord commercial n'implique une ouverture totale du maché ou un commerce sans restriction. Les États de l'AELE, ont leur propre stratégie commerciale mais négocient conjointement la majorité de leurs accords de libre-échange avec des partenaires du monde entier.



LES SUJETS ET CONTENUS DES ALE ONT-ILS ÉVOLUÉ AU FIL DES ANNÉES POUR S'ADAPTER AUX NOUVELLES RÉALITÉS ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES ?
Absolument. Les premiers accords portaient uniquement sur le commerce des biens. Au fil du temps, la portée de nos accords s'est élargie pour inclure des domaines tels que les services, les investissements, la propriété intellectuelle et les marchés publics. Par ailleurs, les considérations commerciales liées à l'environnement et au travail sont désormais des composantes-clés de nos accords. Les accords les plus récents intègrent des dispositions visant à favoriser le commerce électronique tiennent davantage compte des besoins des PME.

QUELS BÉNÉFICES IMMÉDIATS L'ALE AVEC L'INDE APPORTERA-T-IL AUX ÉCONOMIES DES DEUX PAYS ?
Approximativement 94,7 % des exportations suisses vers l'Inde bénéficieront de l'élimination ou de la réduction des droits de douane, avec des périodes transitoires pour certains produits

sensibles. La libéralisation des services, en particulier dans les domaines de la finance et des assurances, ainsi que la facilitation des séjours temporaires pour le personnel technique, accroîtront les opportunités économiques pour les deux parties.

QUELS ONT ÉTÉ LES PRINCIPAUX DÉFIS LORS DES NÉGOCIATIONS AVEC L'INDE, ET DANS QUELS DOMAINES DES CONCESSIONS ONT-ELLES ÉTÉ NÉCESSAIRES ?
Trouver des solutions équilibrées dans les domaines-clés du commerce des biens, des services et de la propriété intellectuelle a constitué un défi important. Il en a été de même pour l'inclusion d'un chapitre sur le commerce et le développement durable, mais nous avons réussi à obtenir un résultat solide, tant sur les questions environnementales que sur les questions liées au travail. ■

Pour l'article complet : tinyurl.com/echanges-AELE

Votre Chambre se porte bien

Retour sur une année 2024 particulièrement riche et intense.

- ÉVÉNEMENTS : 122**
- Assemblée générale du 26 mars : **462** participants
 - Cérémonie des Grands Prix de l'économie du 12 septembre : **615** participants
 - Événement économique du 5 décembre : **251** participants
 - Rencontres de réseautage, 7 h 30 et 17 h 30 : **499** participants
 - 4 Rencontres de management durable : **143** participants

- ADHÉSIONS**
- Entreprises membres : **2 637**, dont **2 371** entreprises, **183** associations, **44** entreprises issues des incubateurs genevois (Genilem, Fondetec, FONGIT, Pulse et Trust) et **39** membres individuels.

- SERVICE EXPORT**
- Certificats d'origine : **16 290**
 - Attestations suisses : **176**
 - Factures et attestations diverses : **13 245**
 - Carnets ATA : **2 379**
 - Carnets CPD : **76**
 - CITES : **9 528**

Depuis plus de 120 ans, le bien-être de vos enfants est notre priorité.

Ecole internationale bilingue français / anglais de 3 à 19 ans

iil.ch



Travailler & réussir ensemble



ÉVÉNEMENT

Un partenariat innovant pour une insertion réussie

Le 27 janvier dernier, [Thierry Apothéloz](#), conseiller d'État chargé du département de la cohésion sociale (DCS) était à la Chambre pour aborder le renforcement de la collaboration État-entreprises pour une société solidaire, par le prisme de la nouvelle Loi sur l'aide sociale et la lutte contre la précarité (LASLP), entrée en vigueur le 1^{er} janvier dernier. Avec plus de 27 000 bénéficiaires en 2024, dont un tiers d'enfants et d'adolescents, il est urgent d'agir. Vous, entreprise membre, êtes partie prenante de ce partenariat et pouvez faire bouger les lignes.

DES PROBLÉMATIQUES IDENTIFIÉES

En ce qui concerne la formation et la reconversion, l'ancienne loi ne finançait pas de nouvelle formation si une formation initiale avait été achevée. Le nouveau texte corrige cette lacune pour répondre aux besoins du marché. La nouvelle loi propose en outre un accompagnement adapté aux bénéficiaires qui rencontrent des problèmes de santé, freins au retour à l'emploi, ainsi qu'un assainissement des dettes pour lutter contre le surendettement. Enfin, pour le logement, la loi s'appuiera sur le parc immobilier public et des partenariats pour venir en aide aux personnes en situation précaire.

PRINCIPES-CLÉS D'UNE ACTION EFFICACE

L'objectif est de sortir durablement de l'aide sociale. Aussi, en réduisant les lourdeurs administratives, la loi libère du temps pour un suivi personnalisé. En outre, afin de valoriser les compétences, une meilleure coordination entre institutions sociales assurera un accompagnement adapté. Enfin, pour soutenir la prise d'emploi, même à temps partiel, et la reprise d'une formation certifiante, une « franchise sur le revenu » est mise en place afin que les personnes concernées conservent une partie de leur salaire.

INITIATIVES ET PARTENARIATS

Sur le registre de l'insertion professionnelle, les entreprises devront collaborer pour accueillir des bénéficiaires formés selon leurs besoins. Des projets-pilotes avec l'Hospice général illustrent déjà cette synergie, à l'instar de Serbeco par exemple. Des dispositifs, combinant formation sur mesure et suivi individuel, ont pu être mis à la disposition de l'entreprise. Le rôle des communes est également prépondérant : en se dotant de compétences sociales, elles peuvent prévenir



les situations de précarité, favoriser l'accès aux prestations sociales et proposer des activités et lieux d'accueil aux personnes les plus vulnérables.

UNE VISION PARTAGÉE

La loi repose sur une responsabilité partagée. Les entreprises offrent des opportunités et les institutions sociales préparent les individus à s'y insérer. Ce partenariat gagnant-gagnant vise à transformer l'aide sociale en tremplin vers l'autonomie et la dignité.

Vous souhaitez participer à ces projets-pilotes ou avez des idées qui entrent dans ce partenariat innovant ? N'hésitez pas à contacter le département de la Cohésion sociale. ■

RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE
Département de la cohésion sociale (DCS)
Rue Henri-Fazy 2
CP 3965, 1211 Genève 3
secretariat.dcs@etat.ge.ch

FORMATIONS

« Si vous proposez des places, les jeunes viendront ! »

Dans le système d'apprentissage genevois, les associations professionnelles et les entreprises jouent un rôle central. Pour [Karin Petittedemange Niederhauser](#), directrice du Service de la formation professionnelle à l'OFPC (Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue), elles doivent encore plus se mobiliser pour engager des apprentis.

QUELS OUTILS OU PARTENARIATS PEUT-ON METTRE EN PLACE POUR ENCOURAGER DAVANTAGE LES ENTREPRISES MEMBRES DE LA CCIG À OFFRIR DES PLACES AUX JEUNES EN APPRENTISSAGE ?

Nous devons mieux faire connaître le fonctionnement de l'apprentissage dual dans notre canton. En rappelant les bénéfices de cette filière pour les entreprises : assurer une relève qualifiée, bien sûr, mais aussi stimuler l'innovation ou bénéficier d'un accès privilégié aux marchés publics. L'OFPC s'emploie aussi à faciliter la tâche des formateurs, en particulier les PME, pour l'autorisation de former, lors du processus de recrutement et tout au long de la première année d'apprentissage. Les entreprises peuvent aussi profiter de mesures de facilitation comme les recrutements en direct, pour rencontrer des jeunes à la recherche d'une place. Le système ne peut fonctionner que sur un mode collaboratif.

EN PARALLÈLE, QUELLES INITIATIVES CONCRÈTES PEUT-ON DÉVELOPPER POUR SENSIBILISER LES JEUNES À L'IMPORTANCE DE L'APPRENTISSAGE COMME PORTE D'ENTRÉE POUR LEUR AVENIR ?

Pour informer les jeunes, le premier outil est le cours d'IOSP dispensé aux élèves du CO. On peut aussi mentionner les prestations de terrain qui permettent de découvrir les métiers et leurs évolutions : Villages des métiers, Zoom Métiers, sans oublier les événements comme l'exposition [cité-métiers.ch](#), à Palexpo en novembre prochain. Il faut aussi insister sur l'importance cruciale des stages en entreprise, pour comprendre la réalité des métiers et assurer son orientation. Les entreprises, formatrices ou non, doivent donc se mobiliser pour offrir des places ; la plateforme GeStage (www.gestage.ch) est à disposition pour les annoncer.



COMMENT L'OFPC COLLABORE-T-IL AVEC LES ENTREPRISES POUR GARANTIR QUE LES PROGRAMMES D'APPRENTISSAGE RESTENT ADAPTÉS AUX BESOINS ACTUELS ET FUTURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL GENEVOIS ?

Le système de formation professionnelle suisse s'adapte rapidement aux évolutions de la société, aux besoins du marché du travail et des entreprises. Les ordonnances de formation sont révisées régulièrement par les associations professionnelles et de nouveaux métiers apparaissent : on peut ainsi mentionner l'arrivée récente des développeurs en business numérique CFC ou des installateurs solaires CFC. Les OrTra et l'OFPC soutiennent aussi des dispositifs innovants comme les réseaux d'entreprises ou le dual-mixte, où les apprentis suivent pendant plusieurs mois une formation en école pour apprendre les prémices du métier, avant de rejoindre leur place en entreprise. ■

Pour devenir entreprise formatrice : formation.professionnelle@etat.ge.ch

À vendre / À louer Vernier

Un complexe multi-activités innovant pour les entreprises artisanales, industrielles et high-tech.

Bâtiment Quarz: 3'528 m²

Écrin artisanal conçu sur mesure

- Bâtiment autonome
- Mono-utilisateur
- 3 niveaux hors-sol
- Façade vitrée toute hauteur
- Terrasse
- Disponible avril 2026

quarzip.com

Hôtel Industriel: 5'067 m²

Bâtiment efficient et modulable

- Grands plateaux de 1'500 m²
- Divisibles
- 2 montes-charges
- Charge utile importante
- Portes sectionnelles
- Disponible juillet 2026

Commercialisation par spg partner sa et uni5 SA

Anne-Pascale Marchand | 079 272 51 42 | apm@spgpartner.ch
Océane Deguerge | 079 274 37 70 | oceane.deguerge@uni5.ch



INNOVATION

Plongée au cœur d'un orchestre symphonique

L'Orchestre de la Suisse romande (OSR) innove de bien belle façon avec une application de réalité immersive totalement bluffante permettant de suivre un concert mieux que si l'on y était.



Le 30 janvier dernier sur son stand à Art Genève 2025, l'OSR a dévoilé, en avant-première mondiale, Virtual Hall®, application mobile de réalité virtuelle révolutionnaire permettant une immersion inédite au cœur d'un orchestre symphonique. Testée en exclusivité sur le stand, cette innovation développée par l'entreprise suisse Cybel'Art offre une expérience sans précédent, franchissant un cap dans la manière dont la musique est diffusée et vécue.

Cette application lève les barrières traditionnelles d'accès à la musique classique. Dépassant les contraintes physiques ou géographiques, elle introduit une nouvelle forme de médiation culturelle en mettant à disposition du grand public une expérience immersive et interactive au sein d'un orchestre.

« Cette technologie représente bien plus qu'une innovation », a souligné [Steve Roger](#), directeur de l'OSR. Elle incarne notre engagement à démocratiser la musique classique et à créer de nouveaux ponts entre l'orchestre et le public. »

L'application sera lancée avec deux œuvres : la *Symphonie n°3* de Ludwig van Beethoven et l'*Ouverture de Guillaume Tell* de Gioachino Rossini. D'autres œuvres seront disponibles dans un proche avenir. ■

Pionnier en matière d'innovation, l'OSR avait déjà marqué l'histoire en 1954 avec le tout premier enregistrement symphonique stéréophonique, sous la baguette de son fondateur, Ernest Ansermet. Aujourd'hui, avec Virtual Hall®, l'orchestre ouvre de nouvelles perspectives qui pourraient bien séduire un public plus large.

La CCIIG au Sommet de l'innovation technologique



De g. à dr.: divers membres de la délégation suisse au CES, dont Bastien Bovy de S-GE, Florian Némethi, directeur de la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie (CNCI), et Pierre-Alain Berret, directeur de la Chambre de commerce et d'industrie du Jura (CCIJ).

au service des entreprises et du rôle que Genève, berceau et bastion du multilatéralisme, peut naturellement jouer en matière de gouvernance numérique. Un levier de promotion puissant pour faire entendre la voix de l'innovation « Swiss made ». ■

Représentée par son directeur général [Vincent Subilia](#), la Chambre a pris part à la délégation suisse organisée par son partenaire Switzerland Global Enterprise (S-GE) à destination du Consumer Electronics Show (CES) de Las Vegas début janvier. Véritable épicerie de l'innovation, l'édition 2025 du CES a réuni 150 000 visiteurs issus de 150 pays autour de 5500 exposants. Parmi eux figuraient de nombreuses entreprises suisses, présentes sur les deux stands du SwissTech: fruit du travail de Présence suisse et de S-GE. Vincent Subilia y a été invité à s'exprimer sur les enjeux de l'intelligence artificielle

Une nouvelle plateforme d'investissement

Soutenue par la FONGIT et basée à Londres et Genève, l'entreprise fintech NSAVE lance une nouvelle plateforme d'investissement à l'intention des jeunes professionnels expatriés confrontés à des processus bancaires discriminants et aux personnes vivant dans des pays à forte inflation.

Destinée aux personnes vivant dans des économies en crise, la plateforme leur permettra de se protéger contre l'inflation grâce à des placements sûrs et conformes à l'étranger. Elle propose des comptes en dollars, livres sterling ou euros pour investir dans des actions américaines, des ETF (Exchange-Traded Funds), ces fonds de placement regroupant des valeurs mobilières et qui peuvent être

achetées et vendues en bourse comme des actions, et bientôt des fonds gérés par de grandes institutions.

La société a confirmé un investissement de série A s'élevant à 18 millions de dollars mené par TQ Ventures, avec la participation de Sequoia Capital, Y Combinator, ACE Ventures et Proton Foundation, afin d'accélérer sa croissance.

Anciens boursiers Rhodes, les cofondateurs [Amer Baroudi](#) et [Abdallah AbuHashem](#) insistent sur leur vision: aller au-delà de la simple protection du patrimoine des gens ordinaires en leur permettant d'ouvrir des comptes sûrs et conformes à l'étranger, mais aussi de leur permettre de le faire fructifier. ■



Depuis sa création en 1991, la FONGIT est devenue le premier incubateur de start-up en Suisse. Comptant parmi ses principaux partenaires, la CCIIG collabore activement avec cette belle institution.

Le credo des deux cofondateurs de NSAVE: travailler pour un monde dans lequel tout le monde aura accès à un compte de confiance.



À louer
Chemin Grenet 21, Meyrin

Locaux logistiques, ateliers et bureaux.

- Surface logistique dès 1'500 m² avec lumière naturelle, équipée de sprinkler et de racks pour palettes
- Ateliers et surfaces de stockage de 1'930 m² divisibles
- Bureaux aménagés dès 300 m² avec terrasse
- Monte-charges de 6 tonnes
- Quais de déchargement
- Places de parc disponibles

Anne-Pascale Marchand

+41 22 707 46 66 | apm@spgpartner.ch



RESSOURCES HUMAINES

De nouveaux talents à la CCIG



Claire Nguyen a rejoint la Chambre le 21 octobre dernier, en qualité de chargée de projets événements, au sein du département communication.

Titulaire d'un Bachelor en économie d'entreprise à la HEG, Claire vient renforcer l'équipe grâce à ses compétences en communication et en événementiel, acquises au sein de la Croix-Rouge genevoise, du GPHG, de MCI Group et d'American Express GBT.



Natacha Malortigue a rejoint la Chambre le 21 octobre dernier, également au poste de chargée de projets événements.

Titulaire d'un Master en Droit des affaires de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et d'un MBA en communication et événementiel obtenu à l'EAE Business School de Barcelone, elle apporte une exper-

tise en gestion et en organisation d'événements. Forte d'une expérience significative en tant que chargée de projets événements au sein de Grupo Planeta, groupe international renommé dans l'édition et la communication, Natacha met à profit ses compétences pour renforcer l'équipe et contribuer à l'excellence des actions menées par la Chambre.



Leslie Labetoulle a elle aussi rejoint la Chambre le 21 octobre dernier, afin d'enrichir de son expérience l'effectif du département Communau-

tés et Services. Chargée de Relations avec les Membres, elle a évolué pendant plus de dix ans en tant que Business Developer au sein d'une école de langue et d'agences de communication. Elle a ensuite élargi son horizon en passant deux années dans le domaine du droit, une expérience qui a enrichi sa compréhension des enjeux juridiques et commerciaux. ■

LA CHAMBRE AU FIL DU TEMPS

Ces années-là... 1951-1953

Le saviez-vous ? Cette rubrique présente la CCIG à travers les dates importantes de son histoire, à raison d'une année chaque mois.



1951 La Chambre rédige une étude sur le rendement effectif des centimes additionnels. Les centimes additionnels sont la part d'impôt octroyée aux communes sur l'impôt versé par les contribuables au Canton. Cette part est calculée en centimes par franc d'impôt cantonal, c'est pourquoi ils sont dits « additionnels ». En 2019, et selon les communes du canton, ils varient de 25 ct./franc (Genthod) à 51 ct./franc (Avully et Chancy). Ce taux est fixé par la commune en supplément de ses propres recettes « provenant de ses propres biens, des allocations ou des répartitions qui lui sont faites par l'État sur des taxes ou impôts, ou de ses autres ressources » lorsque lesdites recettes « ne permettent pas de subvenir à ses dépenses », elle peut percevoir cet impôt (cf. Art. 291, à 294 Loi D-3-05, LCP).

1953 La Chambre crée le « Certificat de connaissance du français et d'aptitude à la correspondance française ». Diplôme qui atteste des différentes compétences de communication écrite en français dans les diverses situations de la vie professionnelle, il a été rebaptisé « Certificat de rédaction professionnelle ». Depuis 2006, l'Ifage est devenu le centre officiel de l'organisation et de la passation des examens menant à cette certification.

Retrouvez tout l'historique de la Chambre au petit Musée de la CCIG lors de votre prochain passage.

<https://tinyurl.com/MuseedelaChambre>

LE POINT SUR L'ARBITRAGE

Une alternative intéressante en cas de litige

Un litige entre partenaires commerciaux peut être chronophage et coûteux. Idéalement, les parties réussissent à s'entendre et à régler leur désaccord à l'amiable. Si elles n'y parviennent pas, il faut alors que le conflit soit tranché une fois pour toutes par un tiers.

Par défaut, cela revient à saisir un juge. Or, les juges étatiques sont des juristes qui doivent résoudre toutes sortes de différends, allant d'un divorce à un litige bancaire. Ils ne sont donc en général ni spécialisés dans le domaine concerné, ni familiers avec le contexte économique du litige.

De plus, si les partenaires commerciaux sont situés dans des pays différents, il arrive souvent que l'un des deux accepte de faire trancher le litige devant les tribu-

naux situés dans le pays de son partenaire, ce qui génère une sensation d'inégalité.

L'arbitrage offre aux entreprises une alternative intéressante. Cette procédure leur permet en effet de désigner une ou plusieurs personnes privées (les arbitres), qui auront pour tâche de trancher le litige qui leur est soumis. L'arbitrage met les parties sur un terrain neutre et aboutit à une décision contraignante, comme un jugement rendu par un tribunal.

En général, un tribunal arbitral est composé d'un ou de trois membres. Dans ce deuxième cas, chaque partie choisit un arbitre, et les deux arbitres ainsi désignés nommant le troisième.

Les arbitres doivent être indépendants et impartiaux vis-à-vis des parties au litige.



Les parties peuvent choisir toute personne qu'elles estiment être compétente pour trancher le litige. Il peut s'agir de personnes qui ont des connaissances spécifiques en matière de transactions internationales ou des compétences particulières au niveau juridique, technique, économique ou linguistique. Les arbitres ne doivent pas nécessairement être des juristes.

L'arbitrage permet ainsi aux parties de choisir un « juge privé » spécialisé, qui dispose des compétences techniques ou commerciales requises. ■

Hébergé à la Maison de l'économie, le Swiss Arbitration Centre a été cofondé par la CCIG, dont elle est actionnaire. Vincent Subilia, directeur général de la Chambre, siège au sein de son Conseil d'administration.



CONTACT ET INFORMATIONS :
www.swissarbitration.org ou
centre@swissarbitration.org

GRICHTING HOTEL
Au cœur des alpes

Grichting Hotel And Serviced Apartments
23 Kurparkstrasse 3954 - Leukerbad
Tél: +41 76 462 60 13
www.hotel-grichting.com

Loèche-les-Bains

PARTENAIRE

L'Institut Florimont lance une cellule dédiée à l'innovation

« Permettre à chaque élève d'atteindre son plein potentiel. »



C'est dans cette optique qu'a été lancée en septembre 2024 une cellule d'innovation, recherche et développement. L'objectif est simple: améliorer l'expérience éducative en intégrant des méthodes d'enseignement et d'apprentissage novatrices. Cela tout en respectant l'acquisition des savoirs fondamentaux chers à l'Institut, comme la lecture et l'écriture.

UNE CELLULE AU SERVICE DE L'EXCELLENCE PÉDAGOGIQUE

La cellule d'innovation, recherche et développement a été pensée pour être un véritable laboratoire d'idées et un pôle de formation au service du projet pédagogique de l'école.

Elle travaille ainsi sur des sujets variés comme l'intégration de l'Intelligence Artificielle, la personnalisation des parcours éducatifs ou encore la sensibilisation des professeurs et étudiants aux pratiques les plus sûres en la matière, via des formations bimensuelles. Pour l'IA, sujet brûlant au sein des écoles, un groupe de réflexion dédié au sujet a déjà produit une charte et émis des recommandations en termes d'évaluation et d'identification du plagiat.

Des recherches sont en outre menées pour évaluer l'impact de ces méthodes sur les résultats, permettant ainsi une amélioration continue et une adaptation aux besoins spécifiques de chaque élève.

YANN HOURY, NOUVEAU RESPONSABLE DE L'INNOVATION PÉDAGOGIQUE

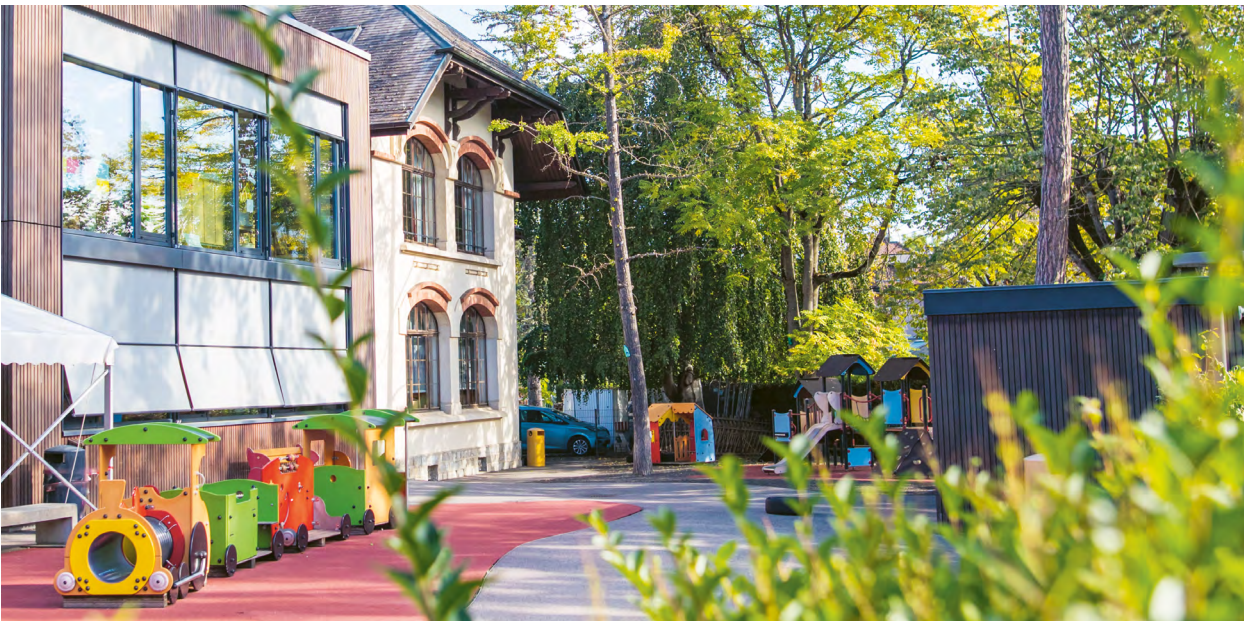
À la tête de cette cellule se trouve Yann Houry, nouveau responsable de l'innovation pédagogique à Florimont. Fort de plusieurs années d'expérience dans ce domaine, auparavant directeur de l'innovation au lycée français de Hong Kong, Yann Houry porte une vision claire et ambitieuse pour cette nouvelle structure :

« Se doter d'une cellule d'innovation, c'est en quelque sorte maîtriser la chaîne de l'innovation, de la formation des professeurs à l'enseignement en classe. C'est une formidable opportunité pour toute notre communauté de mieux intégrer ces technologies dans notre enseignement au quotidien. »

UNE AVANCÉE VERS TOUJOURS PLUS D'EXCELLENCE ÉDUCATIVE

Le lancement de cette cellule d'innovation et de recherche marque une avancée significative dans la quête constante d'excellence éducative chère à l'Institut, sa marque de fabrique depuis 1905.

Florimont n'a pas donc pas fini de former des esprits libres, exigeants et passionnés, en leur proposant une expérience d'apprentissage toujours plus complète! ■



Fondé en 1905, l'Institut Florimont s'inscrit dans un mouvement perpétuel d'amélioration de son patrimoine bâti, au service des élèves et des collaborateurs.

Conférence / 25 MARS 2025

Signature Électronique : Quels sont les avantages ?

- **Simple**
Où que vous soyez, remplace la signature manuscrite
- **Rapide**
Quelques secondes suffisent pour signer et envoyer un document
- **Efficace**
Réduction de vos coûts de traitement des documents
- **Sécurisé**
Identification avec SwissID avec valeur probante
- **100% Suisse**
Vos données restent en Suisse
- **Écologique**

Vous souhaitez en apprendre davantage sur la signature électronique ? Participez à notre conférence organisée le **25 mars 2025 à la CCIG** afin de découvrir comment optimiser les processus de votre entreprise.

Programme :

- 17h15 : Accueil
- 17h30 : Mot de bienvenue
- 17h40 : Conférence
- 18h40 : Cocktail et réseautage
- 19h30 : Fin de l'événement

devillard.ch 0848 912 912



Adresse
Boulevard du Théâtre 4,
1204 Genève



IT · GED · IMPRESSION · ÉCRANS



INSTITUT FLORIMONT
Avenue du Petit-Lancy 37 – 1213 Petit-Lancy/Genève
www.florimont.ch

SAVE THE DATE

Si vous souhaitez en savoir plus sur l'Institut Florimont, des **portes ouvertes** seront organisées avec l'Association Genevoise des Écoles Privées, du **17 au 22 mars** prochains.

Vous pourrez visiter les installations du Fablab, découvrir le programme de la section Art / Sport ou encore vous immerger dans la saison culturelle de l'Institut. Une belle occasion de visiter les locaux de l'école et d'en apprendre plus sur cette institution qui fête ses 120 ans cette année!

DURABILITÉ

La durabilité sociale au cœur des stratégies d'entreprises

Aligner les pratiques commerciales avec un impact social permet de renforcer la fidélité à une marque, l'engagement des employés et favoriser la rentabilité à long terme. L'association genevoise BEVEL ON explore l'interaction entre les autorités, les entreprises et la société civile dans la mise en œuvre d'initiatives à impact social.

Adopter une approche responsable n'est plus une option pour les entreprises: c'est une nécessité stratégique. En intégrant la durabilité sociale dans leurs pratiques et leurs opérations, elles peuvent non seulement répondre aux attentes croissantes des consommateurs, mais aussi se positionner comme les acteurs d'un changement positif, tout en renforçant leur succès économique à long terme.

LA RESPONSABILITÉ SOCIALE COMME STRATÉGIE CENTRALE

Les entreprises qui placent la responsabilité sociale au cœur de leur stratégie bénéficient d'avantages concrets. Elles attirent et fidélisent davantage leurs employés, renforcent leur image de marque et inspirent la confiance des consommateurs. Plus de 70 % des consommateurs privilégient aujourd'hui les marques qui démontrent un réel engagement en faveur de la durabilité sociale, allant même jusqu'à payer plus pour leurs produits.

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ ET MODÈLES DE FINANCEMENT MIXTE

Positionné au carrefour de l'innovation sociale et du monde des affaires, BEVEL ON aborde des questions pressantes telles que l'employabilité et l'inclusion. Pour

Atelier de stratégie de carrière: doter les professionnels déplacés de compétences recherchées.



Oleksandr Kryvosheyev, chef des affaires publiques de BEVEL ON, les partenariats public-privé jouent un rôle essentiel pour relever des défis sociétaux tels que les inégalités économiques ou les pénuries de main-d'œuvre. Ils permettent de développer des solutions innovantes en combinant les ressources publiques et privées. Dans cette optique, le rôle de la CCIG, qui soutient l'association, est crucial pour mobiliser la communauté des affaires autour des initiatives sociales, développer des réseaux et encourager la confiance ainsi que la collaboration entre les secteurs public et privé. ■

INTERNATIONAL

Davos, incontournable carrefour de l'économie et de la politique

Célébrant sa 55^e édition, du 21 au 29 janvier dernier, le World Economic Forum a réuni à Davos le gratin économique mondial. Parallèlement aux sessions du Forum, un grand nombre de manifestations faisait battre le pouls de la station grisonne, dans laquelle s'est rendu Vincent Subilia, directeur général de la CCIG. Ainsi, à l'occasion de la traditionnelle Journée genevoise, la Maison Suisse a mis Genève à l'honneur, à la faveur notamment de l'intervention de la présidente du Conseil d'État genevois, aux côtés

de la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider, pour annoncer leur volonté de voir naître à Genève l'Observatoire mondial des données fiables. Il était également question de Genève en matière d'Intelligence artificielle, avec l'annonce de la naissance du « Digital Label » émis par la SGS, en collaboration avec Digital Switzerland. Sur le plan macroéconomique, Davos fut le lieu de signature, au nom de l'AELE, d'accords de libre-échange, notamment avec le Kosovo, en présence de son premier ministre

De g. à dr.: Nathalie Fontanet, Guy Parmelin et Elisabeth Baume-Schneider à la Maison Suisse.



Albin Kurti et du conseiller fédéral Guy Parmelin. Un véritable momentum en vue du Market Focus que la CCIG consacrera au Kosovo le 19 mars, et la délégation économique de haut niveau que la CCIG y planifie. Des rencontres ministérielles avec différents pays (dont le Vietnam et la Norvège) ont permis à la CCIG de jouer pleinement son rôle de courroie de transmission entre le local et l'international, et de carrefour entre la politique et l'économie, tout en promouvant ses Membres présents à Davos. ■

Impressum

GENÈVE ÉCONOMIE

Magazine de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

Parution: 10 numéros par an, 3800 exemplaires

Responsable d'édition: Elsa Floret

Coordination: Pierre Giamarchi

Rédaction: Mohamed Atiek, Laurence de la Serna, Romain Duriez, Pierre Giamarchi, Vincent Subilia, Matia Trosic

Insertions: HP media SA, tél. 022 786 70 00

Graphisme: Fabrizio Rossi

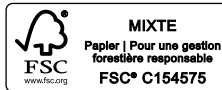
Impression: Atar Roto Presse SA, Satigny

Contact et abonnements: publications@ccig.ch

Éditeur



Maison de l'économie
Bd du Théâtre 4 - 1204 Genève
Tél. + 41 (0)22 819 91 11
www.ccig.ch



imprimé en suisse



PARTENAIRES

PLATINE



OR



ARGENT



BRONZE



Watch and Cow Travel Design

POUR VOS SORTIES D'ENTREPRISE
un choix d'excursions d'une journée ou plus...

Watch and Cow
+41 22 552 39 89
contact@watchandcow.ch
day-trip-geneva-fr.ch

VOTRE PROCHAIN GRAND VOYAGE COMMENCE AVEC NOUS !

AU TIGRE VANILLÉ

CREATION DE VOYAGES

www.autigrevanille.ch | Genève • Rive 8 • +41 22 817 37 37 | Lausanne • Petit-Chêne 28 • +41 22 550 72 37